

# IPEMED Palimpsestes

N°22 - NOVEMBRE 2018

## LES DIASPORAS,

*actrices de l'intégration  
économique entre l'Europe,  
la Méditerranée et l'Afrique*



*Conclusions du Forum des diasporas africaines et  
méditerranéennes du 22 juin 2018, à Paris*

Stéphanie ASARE (Welcoming Diasporas), Karim BASRIRE (Maroc Entrepreneurs), Mounir BELTAÏFA (CONNECT France), Ninon DUVAL FARRÉ (Bond'Innov), Thierno CAMARA (FORIM), Dr Tawhid CHTIOUI (Emlyon Business School Afrique), Mamadou DEME (Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Sénégal), Alain DUCASS (IPEMED), Liévin FELIHO (CHERPAA), Jean-Louis GUIGOU (IPEMED), Karim IDIR (Alfranc Network), Khaled IGUE (Club 2030 Afrique), Maguette MBOW (L'AFRIQUE C'EST CHIC WORLD), Sékou OUEDRAOGO (AASO), Roland PORTELLA (CADE), Kelly ROBIN (IPEMED), Khady SAKHO NIANG (ADEPT), Marine SALMON (Euro2C), Kag SANOUSSI (IIGC), Louis-Georges TIN (CRAN), Marie Chantal UWITONZE (ADNE).

Avec le concours d'Alfred MIGNOT (AfricaPresse.Paris), David GUEYE et Mohamadou DIALLO (CIO Mag).

CLASSE  
EXPORT

IPEMED  
- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

EURO2C





## Un contexte favorable se dessine pour l'émergence de nouveaux acteurs dans la coopération Europe - Afrique

### L'urgence d'agir

Selon le rapport 2018 de la Banque africaine de Développement (BAD) sur les « Perspectives économiques en Afrique », les économies africaines, relativement résilientes, ont affiché une croissance de 3,6 % en 2017. La croissance de la production réelle devrait s'accroître à 4,1 % en 2018 et 2019.

Cependant, le rapport de la BAD souligne la nécessité d'accélérer la diversification économique du continent, en investissant notamment dans le capital humain et en encourageant « le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes, afin de faciliter la transition vers des secteurs modernes à haute productivité ». L'une des priorités reste également le développement des infrastructures, avec des besoins en termes d'investissements estimés à 130-170 milliards de dollars EU par an.

En ce sens, les diasporas ont un fort potentiel pour mobiliser les ressources complémentaires en termes de capitaux et de compétences pour accompagner ces chantiers de développement.

### Priorité à l'emploi

L'emploi reste la première des urgences. D'après la BAD (2018), « l'Afrique comptait 226 millions de jeunes en 2015 – un chiffre qui devrait augmenter de 42 % pour atteindre 321 millions d'ici à 2030. En 2016, le chômage des jeunes en Afrique du Nord était trois fois plus élevé que le chômage des adultes ». D'après Jean-Michel Severino et Jeremy Hajdenberg, auteurs de l'ouvrage *Entrepreneurs en Afrique*, « la démographie va porter 450 millions de jeunes sur le marché du travail en trente ans alors que la croissance africaine actuelle ne permet d'espérer que la création de 250 millions d'emplois ».

La population urbaine en Afrique s'élève actuellement à 472 millions d'habitants, mais elle va doubler au cours des vingt-cinq prochaines années, pour atteindre un milliard d'habitants en 2040. Malgré des taux d'urbanisation en croissance d'environ 40 % en moyenne en 2016, la majorité de la population africaine vit en zone rurale et l'agriculture reste encore l'un des principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois. En Afrique de l'Ouest, par exemple, 80 % à 90 % des personnes travaillent dans le secteur agricole de manière informelle.

**La construction sera bientôt un fort pourvoyeur d'emplois, de même que l'industrie de transformation type textile ou agroalimentaire.**

D'après l'OIT cependant, la construction sera bientôt un fort pourvoyeur d'emplois, de même que l'industrie de transformation type textile ou agroalimentaire. Les prêts accordés par les bailleurs de fonds internationaux ont également pour avantage d'instaurer un climat de confiance chez les entrepreneurs, qui investissent plus dans la création de fonctions supports telles que direction des ressources humaines, direction financière, comptable, etc. Les métiers de l'informatique et du numérique devraient également connaître une forte croissance, de 20 % à 30 % dans les années à venir.

### ODD & Agenda 2063

Dans son édition finale publiée en avril 2015 par la Commission de l'Union africaine, l'Agenda 2063 décrit « l'Afrique que nous voulons » et des aspirations qui vont dans le même sens que les Objectifs de développement durable, adoptés par les États membres des Nations unies en septembre 2015.

**Ce document, qui s'ouvre sur la reconnaissance de la diaspora** (« Nous, peuples d'Afrique et de la diaspora, unis dans la diversité » [...]), appelle de ses vœux :

1. Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable.
2. Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine.
3. Une Afrique où bonne gouvernance, démocratie, respect des droits de l'homme, justice et État de droit sont à l'ordre du jour.
4. Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité.
5. Une Afrique dotée d'une forte identité, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées.
6. Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants.
7. Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire forts, unie et influente sur la scène mondiale.

Dans le cadre de l'Aspiration 2, il est notamment souhaité que l'Afrique « ait des liens dynamiques et fructueux avec sa diaspora ».



## Répondre aux changements profonds de long terme des relations entre l'Europe et l'Afrique

« Aujourd'hui, l'UE, dans son ensemble, est le principal investisseur étranger en Afrique [pour un montant de 291 milliards d'euros en 2016], son principal partenaire commercial, un garant essentiel de la sécurité, sa principale source de transferts de fonds et son premier partenaire dans le domaine du développement et de l'aide humanitaire [31 milliards € d'aide publique au développement au cours de la période 2014-2020]. Un réseau sans cesse plus étroit de contacts humains et d'échanges renforce les liens entre les populations des deux continents.<sup>1</sup> »

Le 12 septembre 2018, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, le président Jean-Claude Juncker a déclaré: « L'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin

de partenariat équilibré, d'un vrai partenariat. Et nous, Européens, avons besoin au même titre de ce partenariat. La Commission propose aujourd'hui une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, une alliance pour des investissements et des emplois durables. Cette alliance – telle que nous l'envisageons – permettrait de créer jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années. Je suis convaincu que nous devrions faire évoluer les nombreux accords commerciaux entre l'Afrique et l'Union européenne vers un accord de libre-échange de continent à continent, un partenariat économique entre partenaires égaux.<sup>2</sup> »

La proposition de la Commission européenne en faveur d'une « Alliance Afrique - Europe pour des investissements et des emplois durables », ainsi que l'ambitieux « Plan d'investissement extérieur », attestent d'une volonté, à l'échelle européenne, de repenser en profondeur le partenariat entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique.

### Présentation du Plan d'investissement extérieur (PIE)

En octobre 2017, l'UE a lancé un nouveau et ambitieux plan d'investissement extérieur (PIE) destiné à stimuler les investissements dans les pays d'Afrique et du voisinage de l'UE. Il repose sur 3 piliers :

1. Le premier concerne la création du Fonds européen pour le développement durable (FEDD). Doté de 4,1 milliards d'euros, ce fonds entend favoriser un développement plus inclusif et durable dans les pays d'Afrique et du voisinage européen. Il vise à stimuler l'investissement public et privé favorable à la croissance et à la création d'emplois en vue de lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière.
2. Le deuxième pilier consiste à intensifier l'assistance technique et à aider les bénéficiaires à élaborer des projets financièrement intéressants et aboutis. L'assistance technique pourra également servir à améliorer l'environnement réglementaire et politique et à renforcer les capacités des représentants du secteur privé, notamment les chambres de commerce et les partenaires sociaux.
3. Le troisième pilier consiste à améliorer le climat des affaires et des investissements dans les pays partenaires, notamment via les délégations de l'UE dans les différents pays.

Un contexte favorable se dessine également, dans plusieurs pays européens et africains, pour renforcer les instruments de coopération classiques mais aussi innover. La stratégie que veut mettre en œuvre le président de la République française, Emmanuel Macron, à savoir la création d'un « axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe<sup>3</sup> », est en parfaite adéquation avec le partenariat G20-Afrique lancé par la présidence allemande<sup>4</sup>. Elle trouve un écho certain sur le continent africain à l'instar du discours de Nana Akufo-Addo, président du Ghana, le 7 décembre 2017 : « Il est urgent de rompre avec notre mentalité d'assistés et de mendiants éternels. [...] En réalité, quand nous prenons en compte les immenses richesses de notre continent, c'est nous, Africains, qui devrions être en mesure d'aider le monde. Alors inversons les choses, soyons autosuffisants, sortons de l'aide<sup>5</sup>. »

Cette rupture, que Venance Konan, intervenant au Forum des Diasporas Africaines, illustre dans son dernier livre « Si le noir n'est pas capable de se tenir debout, laissez-le tomber - Tout ce que je demande c'est de ne pas l'empêcher de se tenir debout », implique donc un changement de méthode sur deux points particuliers: le passage de l'Aide publique au développement (APD)

1 Commission européenne, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et de la Politique de Sécurité: Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil intitulée « Un nouvel élan pour le partenariat Afrique - Union européenne », le 4 mai 2017

2 Commission européenne, communiqué de presse, « État de l'Union 2018 : vers une nouvelle « Alliance Afrique - Europe » pour approfondir les relations économiques et dynamiser les investissements et l'emploi », 12 septembre 2018

3 Discours du président de la République à l'ouverture de la conférence des ambassadeurs, 29 août 2017

4 Le ministère fédéral d'Allemagne de la Coopération économique et du Développement a publié un rapport en janvier 2017 sur « L'Afrique et l'Europe: un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir ».

5 François Soudan, « La leçon de Nana Akufo-Addo », Jeune Afrique, 11 décembre 2017



à « l'Investissement public pour le développement (IPD) » et, par ailleurs, le passage d'une démarche « top-down » à des procédures de partenariat « bottom-up », qui partent des besoins locaux africains.

La pression est forte pour donner la priorité à l'économie compte tenu des défis à relever en Afrique. La refonte des accords économiques post-Cotonou constitue une opportunité à saisir pour préconiser une intégration régionale en profondeur et dépasser le stade de relations strictement commerciales. Or, si l'axe Afrique-Méditerranée-Europe (AME) s'impose comme l'espace de référence, l'intégration économique entre les pays de la région AME ne peut se faire qu'à condition d'écrire,

ensemble, un avenir commun. Cela nécessite, à l'instar des expériences asiatiques et américaines, de mettre en place des outils permanents de réflexion permettant aux experts, aux entrepreneurs, aux responsables politiques et aux membres de la société civile des deux continents de construire des projets fédérateurs et inclusifs.

Cela suppose également de renouveler les discours et les méthodes de travail, en incluant, à côté des acteurs traditionnels (institutions internationales, ministères, administrations publiques, monde diplomatique), les entrepreneurs, les jeunes, les femmes, les acteurs non étatiques engagés sur le terrain et les diasporas qui facilitent, déjà, cette nouvelle dynamique.

## Les diasporas en Afrique : de quoi parle-t-on ?

Dans un article en 2018, Boubacar Diallo appelle à prendre du recul sur la définition donnée par l'Union africaine de la « diaspora africaine », qui ne désigne que « les personnes d'origine africaine vivant sur un continent autre que celui africain et contribuant au développement de l'Afrique<sup>6</sup> ». Cette définition engloberait uniquement les individus d'origine africaine ayant été « identifiés comme des citoyens à l'origine de transferts financiers via les circuits de transactions formels ». Elle ne permettrait donc pas de rendre compte de la diversité des actions entreprises par la diaspora ni des changements de comportement de la « nouvelle génération ».

En effet, il est coutume d'opposer les « anciennes générations » aux nouvelles; ces premières étant identifiées par :

- des revendications « ici et là-bas » (lutte contre les discriminations, promotion de l'équité, de la mobilité des droits, etc.);
- leurs transferts financiers et leur rôle d'accompagnement, au quotidien, des familles;
- la réalisation de petites infrastructures se substituant parfois à l'État (dispensaires, écoles, puits, etc.) et de micro-projets de développement comme expression de la solidarité villageoise.

Pour paraphraser Boubacar Diallo, la nouvelle génération, contrairement à ses aînés, se veut :

- branchée, connectée, décomplexée, volontariste, ambitieuse;

- « globalement mieux intégrée sur le territoire d'accueil que leurs parents, [elle maîtrise] parfois moins bien le territoire d'origine<sup>7</sup> »;
- elle connaît les codes des sociétés africaines mais aussi les exigences des pays européens;
- elle connaît l'urgence d'agir, d'œuvrer et d'aider l'Afrique à rattraper son retard en jouant sur les innovations;
- elle entend faire bénéficier l'Afrique de dividendes migratoires et mettre l'accent sur la création de valeur et d'emplois en Afrique;
- elle désire contribuer, apporter de la valeur ajoutée, des compétences disponibles, avec un engagement politique et professionnel, etc.

**Les diasporas africaines représentent, d'après le Club Efficience, environ 8 millions de personnes en Europe, dont 3,5 millions en France, 2 millions au Royaume-Uni et 337 000 en Italie.**

Les diasporas africaines représentent, d'après le Club Efficience, environ 8 millions de personnes en Europe, dont 3,5 millions en France, 2 millions au Royaume-Uni et 337 000 en Italie, pour la plupart de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> génération voire plus. En France, les « immigrés et enfants d'immigrés originaires d'Algérie forment [...] le groupe d'origine étrangère le plus important, devant ceux d'origine marocaine [...] »<sup>8</sup>.

La spécificité du Forum des Diasporas du 22 juin 2018 est d'avoir voulu rassembler à la fois les diasporas maghrébines et d'Afrique subsaharienne présentes en Europe pour faciliter l'échange d'expertise et d'expérience.

6 Boubacar Diallo, « Qu'est-ce que la diaspora africaine ? », 5 février 2018, AfrikaTech

7 Cabinet RMDA, Étude sur la mobilisation des compétences des jeunes générations de MRE, Projet Sharaka (Expertise France), 1<sup>er</sup> mars 2016

8 Chiffres de 2011. D'après Michèle Tribalat, « Une estimation des populations d'origine étrangère en France en 2011 », Espace populations sociétés [En ligne], 2015/1-2



Il s'agissait de mettre en évidence leur rôle croissant dans le développement économique et social de leurs pays d'origine et d'accueil, mais d'identifier aussi des leviers pour renforcer leur engagement.

« Avec 8,5 millions de personnes réparties dans toute l'Europe, dont 3,5 millions en France, nous représentons un potentiel humain et économique hors du commun. Parce que nous avons grandi un pied ici, un pied là-bas, nous sommes empreints d'une double culture qui caractérise nos appartenances identitaires multiples, européennes et africaines : un atout pour relier nos deux mondes et mettre en commun des représentations de valeur solidaire... »

Extrait de la tribune « Le moment est venu de mettre les diasporas au cœur du co-développement euro-africain », publiée dans *Le Monde*, le 1<sup>er</sup> juin 2018, par certains membres du collectif à l'origine du Forum des Diasporas Africaines

**La diaspora africaine a transféré près de 65 milliards de dollars vers l'Afrique en 2017 [...] plus du double de l'aide publique au développement pour l'Afrique, estimée à 29 milliards en 2017.**

Selon la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement<sup>9</sup>, les principaux destinataires des transferts étaient le Nigeria (21,9 milliards de dollars), le Sénégal (2,2 milliards de dollars) et le Ghana (2,2 milliards de dollars). Les transferts vers la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont progressé de 9,3 % pour atteindre 53 milliards de dollars en 2017, sous l'effet des flux importants vers l'Égypte.

D'après des données plus anciennes, compilées dans le graphique n°1, ces transferts de fonds peuvent représenter plus de 20 % du PIB, comme cela est le cas de la Gambie et du Liberia. Cette importance relative des transferts de fonds peut aboutir à des effets pervers dans les pays concernés<sup>10</sup>.

transferts de fonds peut aboutir à des effets pervers dans les pays concernés<sup>10</sup>.

## Un vivier de compétences

### Les « repats » : mythe ou réalité ?

D'après un sondage auprès de la jeunesse africaine réalisé dans 19 pays en 2013, 70 % des jeunes Africains souhaitent retourner dans leur pays après leurs études<sup>11</sup>. Parmi le « Top 3 » des raisons du retour : 63 % souhaitent avoir un impact sur le continent, 49 % y voient une opportunité professionnelle intéressante et 22 %, une pression familiale et sociale. Plusieurs centaines de cadres issus de la diaspora africaine retournent chaque année poursuivre leur carrière sur le continent.

Les destinations préférées des « repats » en Afrique subsaharienne sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire ainsi que le Nigeria et l'Afrique du Sud pour les anglophones. Nombreux sont les gouvernements africains tels que celui du Rwanda ou encore du Congo-Brazzaville qui incitent leur diaspora à revenir via des programmes d'aide au retour.

## Les diasporas africaines : puissance économique ?

Transferts de fonds des migrants, en % du PIB, 2014



e = estimations

Source : Banque mondiale (2016), Données portant sur les migrations et les transferts de fonds

© 2016. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Selon l'African Institute for Remittances (AIR), la diaspora africaine a transféré près de 65 milliards de dollars vers l'Afrique en 2017. Cette somme représente plus du double de l'aide publique au développement pour l'Afrique, estimée à 29 milliards en 2017.

9 <https://www.banquemoniale.org/fr/news/press-release/2018/04/23/record-high-remittances-to-low-and-middle-income-countries-in-2017>

10 Voir à ce propos : « Transferts de fonds et immigration, des impacts méconnus », *L'Express*, 7 août 2014

11 Cf. « 70 % des jeunes Africains souhaitent retourner dans leur pays après leurs études », *Slate Afrique*, 19 février 2013



## Les grands groupes africains recrutent à l'international

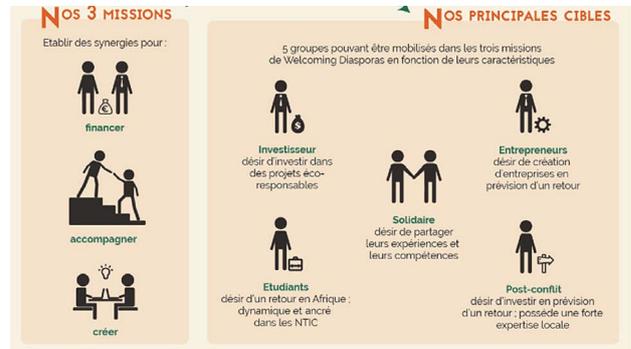
En 2010, d'après le cabinet McKinsey, le nombre d'entreprises qui réalisaient plus de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires en Afrique se situait entre 200 et 250. Aujourd'hui, elles seraient plus de 400, dont une proportion grandissante de groupes issus du continent. Ces champions africains seraient notamment des banques, des cimentiers, des industries agroalimentaires ainsi que des compagnies aériennes. Le Boston Consulting Group indique que les groupes africains les plus performants ont un management très internationalisé : nombre de leurs dirigeants ont des racines africaines, mais également libanaises et françaises. Ces grands groupes n'ont désormais aucun mal à recruter des diplômés de grandes écoles d'origine africaine, qui comprennent que leurs possibilités d'évolution sont plus importantes en Afrique que dans les pays où ils ont étudié. Le management des groupes africains qui réussissent est clairement biculturel, pour maîtriser à la fois le modèle économique de son secteur et la sociologie de ses clients et partenaires.

Plus qu'un simple phénomène, les « repats » représentent aujourd'hui un réel enjeu stratégique pour répondre au défi économique de l'Afrique, car ils représentent un vivier de compétences et de savoir-faire.

Pourtant, il n'est pas nécessaire que les membres de la diaspora rentrent dans leur pays d'origine pour « aider ». D'autres enquêtes, dont l'une menée par la Banque mondiale sur la diaspora de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, concluent que « les membres de la diaspora de la région MENA privilégient surtout le transfert de technologies, le mentorat et le renforcement des capacités. Bien qu'un certain nombre de membres de la diaspora aient investi dans leur pays d'origine, ou essayé de le faire, ils considèrent qu'il conviendrait en priorité d'aider les jeunes professionnels et entrepreneurs à se structurer davantage, à mieux définir leurs idées et leurs projets, et à mieux commercialiser leurs produits et services, et de leur faciliter l'accès aux marchés. Ils pensent que la situation économique et le manque de maturité des marchés locaux ne sont pas propices aux investissements dans le pays d'origine et que ceux-ci interviendront à un stade plus tardif ».<sup>12</sup>

12 Mobiliser la diaspora de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord pour promouvoir l'intégration économique et l'entrepreneuriat, Mariem Mezghenni Malouche, Sonia Plaza, Fanny Salsac, Banque mondiale, décembre 2016

« Revenir en Afrique, oui mais comment ? » Illustration des différents types de profils, d'après Welcoming Diasporas



## La diaspora, enfin reconnue comme pilier de la coopération Nord-Sud ?

### Les diasporas, interfaces entre l'Europe et l'Afrique

Le potentiel des diasporas africaines dans le développement de l'Afrique est notamment reconnu et soutenu au niveau européen depuis 2009. Beaucoup de tentatives de structuration ont été menées par des organisations de la société civile européennes telles que le Réseau européen des migrations (REM) et African Foundation for Development (AFFORD) qui a donné naissance au projet Africa-Europe Diaspora Development Platform (ADEPT).

L'Union européenne, l'Agence suisse pour le Développement et la Coopération et le Centre international pour le Développement des Politiques migratoires (ICMPD) soutiennent en effet le **projet ADEPT**, qui a pour mission d'améliorer et de renforcer la capacité et l'impact des Organisations de la Diaspora Africaine qui sont impliquées dans des activités de développement en Afrique (ADDO). ADEPT travaille et coopère avec 85 pays (28 pays de l'UE, ainsi que la Suisse et la Norvège, et 55 pays africains). La création d'ADEPT fait partie d'un processus continu originellement inspiré par les décisions des dirigeants africains et de l'UE d'impliquer formellement les groupes de la diaspora africaine dans les processus de développement en Afrique, comme en témoigne le partenariat stratégique Afrique-UE. En 2017, ADEPT, qui a acquis un statut juridique en tant qu'association à but non lucratif, s'est engagée dans l'établissement d'une plateforme permanente visant à regrouper tous les mouvements diasporiques africains d'Europe.



En parallèle, depuis 2014, le **Forum des jeunes Africains de la diaspora**, ou African Diaspora Youth Forum in Europe (ADYFE), s'est donné pour objectifs d'améliorer l'accès des jeunes de la diaspora africaine à des emplois de plus haut niveau, de favoriser l'entrepreneuriat et de développer une industrie durable et inclusive en Afrique. Le Forum constitue un espace de discussion entre les jeunes et les décideurs pour accélérer l'industrialisation, la création d'entreprises et faire baisser le taux de chômage chez les jeunes.

**La naissance du réseau de la Diaspora africaine en Europe (African Diaspora Network in Europe)**<sup>13</sup>, organisation faitière pour les diasporas africaines en Europe, en 2015 – année européenne de développement mais aussi année d'adoption de l'agenda 2030 et des objectifs de développement durable – a insufflé un élan vital aux efforts de reconnaissance et d'implication effective des diasporas en tant qu'acteurs de développement. La participation des représentants des diasporas au Sommet des chefs d'État européens et africains de La Valette sur la Migration en 2015 a confirmé la contribution positive des diasporas dans la recherche des solutions durables pour le développement et la lutte contre les causes profondes des migrations irrégulières. Une importante partie des recommandations contenues dans la **déclaration conjointe signée par 125 représentants des organisations de la Diaspora**<sup>14</sup> ont été reprises dans la Déclaration finale et le Plan d'action du Sommet. La même année, l'ADNE

La Commission européenne vient également d'adopter un instrument de financement de projets de la diaspora (Facility for Diaspora) pour soutenir la création de plateformes collaboratives.

a mené un plaidoyer en faveur de la culture comme outil de développement<sup>15</sup>. L'organisation est, depuis 2016, membre du Policy Forum on Development, plateforme mise en place par la Commission européenne pour faciliter la concertation avec la société civile et les autorités locales. Pour mettre en valeur la contribution des diasporas dans les pays d'accueil et d'origine, l'ADNE a également lancé la célébration de la Semaine de la diaspora au niveau européen.

La reconnaissance institutionnelle obtenue grâce, notamment, au plaidoyer institutionnel mené par l'ADNE en collaboration avec d'autres organisations de la diaspora telles que ADEPT, a permis à la Commission européenne d'avoir un dialogue structuré avec les diasporas. La première réunion stratégique entre l'Union européenne et les organisations de la diaspora a eu lieu le 23 mars 2018<sup>16</sup>. Le 24 septembre 2018, la Commission Développement du Parlement européen a organisé la première audition publique sur le rôle de la diaspora dans le développement<sup>17</sup>. La

Commission européenne vient également d'adopter un instrument de financement de projets de la diaspora (Facility for Diaspora) pour soutenir la création de plateformes collaboratives facilitant la participation de la diaspora dans le développement<sup>18</sup>.

### Les diasporas, en cours de reconnaissance africaine

Dans un nouvel article 3(q) adopté en février 2003, l'Acte Constitutif de l'Union Africaine déclare que l'organisation « invitera et encouragera la pleine participation de la diaspora, en tant que partie importante de notre continent, à la construction de l'Union africaine ». Le rôle de la diaspora comme « 6<sup>e</sup> région » a été maintes fois réitéré, notamment lors de la Conférence consultative régionale pour la Diaspora Africaine en Europe, les 11 et 12 septembre 2007 à Paris.

### Le programme Mida, ou comment créer une interface vertueuse entre les diasporas et les pays d'origine

Lancé à la fin des années 1990 dans plusieurs pays comme l'Éthiopie, la Somalie ou le Gabon, le programme MIDA (Migrations pour le développement en Afrique) de l'OIM (Organisation internationale des Migrations) a pour objectif d'impliquer les communautés de migrants dans la planification des projets et investissements productifs dans leur région d'origine. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un programme d'aide au retour, c'est une des initiatives les plus vertueuses de promotion de l'entrepreneuriat et de l'investissement de la diaspora dans les pays d'origine.

13 <http://www.africandiasporanetwork.eu/fr/>

14 <http://www.africandiasporanetwork.eu/fr/8-nouvelles/47-joint-declaration-of-african-diaspora-organizations-for-the-valletta-summit-on-migration.html>

15 Manifeste pour la Culture, poumon du développement: <http://www.africandiasporanetwork.eu/fr/8-nouvelles/41-manifesto-culture-the-life-blood-of-sustainable-development.html>

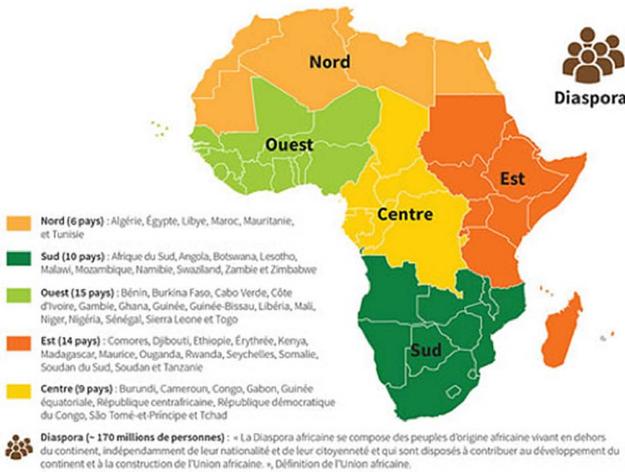
16 <http://www.africandiasporanetwork.eu/fr/8-nouvelles/86-towards-a-permanent-platform-for-exchange-between-the-european-union-and-the-diaspora-groups.html>

17 <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/en/committees/video?event=20180924-1500-COMMITTEE-DEVE>

18 Marie Chantal Uwitonze: « La diaspora africaine est la 6<sup>e</sup> région du continent », propos recueillis par Hassina Mechai, 04/10/2018, Le Point Afrique



Les six régions de l'Union Africaine



À l'échelle nationale, plusieurs pays font figure de pionniers en la matière. Dans le cadre du programme DiafrikInvest, ANIMA et le Centre des Jeunes Dirigeants du Sénégal ont publié un rapport sur la contribution de la diaspora sénégalaise. Dans ce dernier, il est indiqué que « sur le plan politique, les autorités encouragent déjà cette tendance, comme le montre le Plan Sénégal Emergent, stratégie économique et sociale qui recommande la mise en place d'outils de vulgarisation et d'accompagnement desti-

nés à stimuler l'investissement de la diaspora. Cette vision se traduit également par de nombreuses évolutions institutionnelles : mise en place d'un guichet unique et de services par l'Agence de Promotion des Investissements et Grands Travaux (APIX), création d'un fonds dédié (FAISE), ouverture de Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS) des Sénégalais de l'Extérieur en région, mise en œuvre du dispositif PAISD pour le co-développement ou encore installation d'une structure relais pilote à Milan, en Italie<sup>19</sup> ». Au Maroc également, plusieurs démarches tentent de mieux accueillir et structurer l'engagement des « MRE », qui peuvent compter sur un ministère dédié, sur un fonds étatique MDM Invest pour promouvoir leurs investissements, sur l'initiative de la 13<sup>e</sup> région, qui permet aux MRE entrepreneurs d'accéder aux différents services proposés par la CGEM, etc<sup>20</sup>.

Les diasporas africaines et méditerranéennes en Europe ont donc actuellement un rôle stratégique indispensable et irremplaçable pour faire le lien entre l'Europe et l'Afrique. Encore faut-il leur en donner les moyens, qu'elles s'organisent en conséquence et que leurs actions gagnent en visibilité.

19 [http://www.animaweb.org/sites/default/files/diafrikinvest\\_senegal\\_8p\\_web.pdf](http://www.animaweb.org/sites/default/files/diafrikinvest_senegal_8p_web.pdf)  
 20 « Diaspora marocaine à l'étranger : les jeunes MRE (Marocains résidant à l'étranger) connaissent mieux leur pays », L'Économiste, 19 août 2018

## Quelles recommandations pour accompagner le rôle des diasporas dans le co-développement des continents européen et africain ?

Les diasporas africaines et méditerranéennes connaissent bien les Français et les Européens, leurs qualités et leurs défauts, mais elles présentent aussi l'avantage de connaître les codes des sociétés africaines ; savoir indispensable pour nouer des liens de confiance et d'efficacité dans la durée. Les diasporas africaines et méditerranéennes sont nombreuses, souvent isolées, riches de leurs expériences. Leur potentiel d'action pour arrimer les deux continents est trop souvent mal exploité. Elles sont pleines d'énergie, d'idées et de projets mais il leur manque souvent des moyens pour agir et une reconnaissance publique.

.....

Les recommandations ci-dessous détaillées ne se veulent pas exhaustives, mais souhaitent offrir quelques perspectives et éléments de réponse aux défis auxquels font face les diasporas. Les encadrés souhaitent illustrer les initiatives qui concourent ou s'inscrivent dans la lignée des propositions.

### Les diasporas dites « traditionnelles » ne doivent pas être négligées...

**PROPOSITION N°1 - Accompagner l'émergence d'associations ou de regroupements des diasporas « traditionnelles » au niveau des villes, agglomérations, départements et/ou régions, pour préparer la Journée de l'Afrique.**

On peut distinguer, au sein de la diaspora, « les membres les plus formés et les plus productifs d'une diaspora, ayant généralement quitté leur pays pour des raisons politiques, et les autres, émigrés économiques accomplissant des tâches qui n'exigent pas de hautes qualifications »<sup>21</sup>. Or, les différents « types » de diasporas peuvent être amenés à contribuer, à leur façon, au développement de projets à l'échelle locale, dans leurs pays d'origine comme dans

21 « Rôle de la diaspora dans le développement économique ? Ni vache à lait ni solution miracle, répondent des délégations à la deuxième commission », 6 octobre 2006



celui d'accueil. Il est donc nécessaire de ne pas valoriser seulement les « élites » de la diaspora, mais de prendre en considération la variété des parcours et des contributions de l'ensemble de ses membres.

Certaines associations, telles que le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM), s'appuient avant tout sur des « Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (COSIM) », qui sont des collectifs d'associations pensés à l'échelle des régions françaises.

Ce rassemblement et cette mutualisation des efforts au niveau des villes, agglomérations, départements et/ou régions peut être un préalable à la proposition n°3 (ci-dessous), pour « positiver » le discours sur l'Afrique et organiser des manifestations sous un mode inclusif et « bottom-up ».

**PROPOSITION N°2 – Proposer des centrales d'achat et de conseils aux diasporas « traditionnelles » pour l'acquisition de petits équipements de solidarité.**

### La méthode originale de l'association Migrations & Développement

L'association Migrations & Développement a été créée en 1986 par des migrants pour mener des actions de développement dans les villages de leurs régions d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas marocains, frappées par une sécheresse sévère depuis le milieu des années 1970.

Avec l'appui d'experts bénévoles français, les premières actions ont porté sur les infrastructures : électrification des villages, retenues collinaires et irrigation, écoles et dispensaires, adduction d'eau potable... Progressivement, un programme de développement rural intégré a été élaboré en participation avec les populations locales, les migrants ; ce programme a été soutenu par des chercheurs, des bailleurs de fonds du Nord et les autorités locales et nationales marocaines.

En 2000, au terme d'une large consultation régionale, des actions de soutien aux activités économiques sont entreprises : aide aux groupements d'agriculteurs (producteurs de safran, d'huile d'olive, d'argan, etc.) et soutien à un programme de tourisme rural solidaire, fondé sur l'investissement de migrants dans des auberges rurales construites dans leur village d'origine.

L'action de M&D est fondée sur trois principes : participation des populations aux décisions et au financement des projets, solidarités villageoises, partenariat avec les autorités locales. La formation des acteurs (élus, cadres des associations villageoises, des administrations locales, coopérateurs) est un axe majeur des interventions de l'ONG.

Source : [www.migdev.org](http://www.migdev.org)

**« Positiver » le discours sur l'Afrique et organiser des manifestations sous un mode inclusif.**

### ...Mais il faut également prendre en compte et valoriser les aspirations des jeunes générations

**PROPOSITION N°3 – Organiser une « journée avec l'Afrique », partout en France, mais aussi en Europe.**

Dans les grandes agglomérations, villes, départements, etc., le jour « avec l'Afrique » doit :

- rassembler toutes les diasporas à l'échelle locale ;
- organiser des forums, débats, expositions culturelles, etc. où seront conviés des ministres, artistes, etc. africains ;
- permettre un débat sans tabou sur les nouvelles formes d'engagement des diasporas ;
- faire naître un désir d'Afrique en France et en Europe ;
- influencer les décideurs politiques.

Le 25 mai, Journée mondiale de l'Afrique (en souvenir du congrès fondateur de l'Organisation de l'Union africaine, ancêtre de l'actuelle Union africaine) pourrait être redynamisée, à cette occasion, avec cette méthode d'organisation « bottom-up ».

Au-delà de cet événement symbolique, il est nécessaire de mener continuellement des actions de sensibilisation dans chaque pays sur l'importance des contributions des diasporas à la vie sociale, économique et culturelle des pays d'accueil (et d'origine) et de dépassionner, ainsi, le débat autour des migrations.

### Les diasporas africaines découvrent leur puissance, leur diversité, mais aussi la faiblesse de leur structuration

Être diplômé ou avoir de la volonté ne suffit pas toujours pour mettre en œuvre un projet social et économique à destination de son pays d'origine. Il y a donc nécessité pour la diaspora à se structurer davantage, pour mieux diriger son action.

À l'évidence, la diaspora est fragmentée par pays, par orientation politique, par thème, etc. Les associations se font parfois concurrence. Certaines peuvent être manipulées par les pouvoirs locaux. D'autres ne sont pas suffisamment représentatives. Tout le monde est président ou veut jouer le rôle de président.



En l'absence d'organisation faitière, les diasporas perdent en efficacité et ne peuvent pas agir en profondeur, dans la durée et recevoir des aides de certaines institutions. Comment mieux se connaître? Comment mieux se rassembler et tenter de coopérer?

**PROPOSITION N°4 - Mieux se connaître : faire un recensement, cartographier les organisations de la diaspora par département, région, etc. Tenir le fichier à jour, le faire évoluer, etc.**

Il est nécessaire que ce travail de recensement soit nourri et dirigé par les diasporas elles-mêmes, peut-être dans le cadre d'une plateforme collaborative (proposition n°6).

**L'Observatoire du FORIM**

À l'occasion du Forum des Diasporas, Euro2C a réalisé un recensement incomplet des associations à la fois issues du nord de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne. Le cabinet s'est appuyé sur le travail réalisé par l'Observatoire du FORIM. Lancé en 2004, ce dernier vise à recenser les Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM), leurs fédérations et réseaux au niveau national avec, pour objectif principal, de leur donner davantage de visibilité ainsi qu'à leurs actions et programmes en France et dans les pays du Sud. Ainsi, le répertoire des associations et Organisations de Solidarité issues de l'Immigration (OSIM) est en cours d'actualisation.

*Source : [www.forim.net](http://www.forim.net)*

**PROPOSITION N°5 - Fédérer et mutualiser les efforts des associations de la diaspora dans le cadre d'objectifs, de projets et de besoins communs préalablement identifiés.**

Il est proposé que les grandes fédérations existantes (FORIM, CRAN, ADEPT, CADE, ANI, ADNE, etc.) puissent se rassembler. Cette fédération pourrait s'incarner sous la forme d'une plateforme dénommée « Diasporas sans frontière ». Sa création permettrait de gagner en visibilité, de porter des messages communs et de recevoir des subventions de la part des institutions régionales.

Cependant, la structure ne doit pas prévaloir sur l'objectif et le principe de subsidiarité doit être respecté. Ce rassemblement peut avoir lieu au cas par cas. En d'autres termes, cette fédération ne peut avoir de sens que si des objectifs et des besoins communs sont préalablement identifiés par les associations et membres concernés et que ce rassemblement s'organise autour d'un projet défini.

**PROPOSITION N°6 - Créer une plateforme collaborative**

Pour faire vivre ce réseau et pour venir en appui aux propositions 4 et 5, une plateforme collaborative pourrait être nécessaire. Plusieurs initiatives ont été lancées ou sont en projet.

**« Diaspora 4.0 : innovation et nouvelles formes d'engagement »**

Quelles innovations numériques et sociales accélèrent aujourd'hui l'engagement multiforme des diasporas? Comment susciter l'intérêt et la mobilisation des nouvelles générations européennes et africaines? Suite à la table ronde organisée dans le cadre du Forum des Diasporas Africaines et Méditerranéennes, voici quelques initiatives (non exhaustives) à relever :

**L'Afrique c'est Chic World**

Depuis 2015, les missions de L'Afrique c'est Chic World consistent à mettre à profit tout l'état de l'art du digital et du management de projet au service du changement de paradigme et d'image de cette nouvelle Afrique. À date, l'entreprise sociale a produit plus de 40 plateformes de rencontres économiques, sociales et culturelles impliquant les diasporas « afropéennes » (plus de 70 000 abonnés) à développer leurs projets à travers des programmes :

- d'innovations collaboratives Nord-Sud afin de réduire la fracture numérique dans l'éducation, la formation et la transition du savoir-faire traditionnel au patrimoine culturel numérique ;
- de renforcement de capacités pour l'employabilité des jeunes en Afrique ;
- de créations de start-up avec un impact économique, social, culturel et environnemental positif.

*Source : [http://afrique.lepoint.fr/culture/maguettembow-l-afrique-a-soif-de-montrer-ses-talents-creati fs-23-09-2016-2070845\\_2256.php](http://afrique.lepoint.fr/culture/maguettembow-l-afrique-a-soif-de-montrer-ses-talents-creati fs-23-09-2016-2070845_2256.php)*

**Digital Africa**

Digital Africa est une plateforme numérique, soutenue notamment par l'AFD, dont l'objectif est de permettre aux entrepreneurs innovants en Afrique de trouver les ressources et les contacts nécessaires à leur développement et à celui de leurs projets (associatifs ou start-up), en fédérant les communautés de savoirs et les initiatives, et en mettant à disposition les ressources partagées par les acteurs partenaires de la démarche Digital Africa.

*Source : <https://digital-africa.tech>*

**PROPOSITION N°7-** Essayer de créer, pour l'Île-de-France dans un premier temps, un lieu de rassemblement physique, un « cluster » des associations, qui pourrait s'appeler « la Maison des diasporas ». Une réflexion sur la localisation d'un tel lieu est en cours, en lien avec l'incubateur Bond'Innov.

Ce rapprochement pourrait permettre d'accueillir des jeunes non intégrés dans des associations, d'héberger et de favoriser l'échange avec des associations existantes, qui n'ont pas nécessairement de locaux, de rendre davantage visibles leurs actions, etc. En sus, la proximité d'un Institut de recherche pourrait permettre à cette « Maison des diasporas africaines » de devenir, à terme, un centre d'études et d'analyses sur les diasporas elles-mêmes.

### Favoriser le co-développement : l'incubateur Bond'innov

Premier incubateur historique de Seine-Saint-Denis, créé dans un territoire en mutation fortement lié à l'immigration et implanté au sein de Délégation régionale de l'IRD en Île-de-France à Bondy, Bond'innov est le seul incubateur francilien d'innovation spécialisé dans l'entrepreneuriat avec les pays de l'hémisphère Sud.

Il accompagne des projets innovants implantés en Seine-Saint-Denis et/ou dans des pays du Sud (co-développement, import, export, collaborations scientifiques croisées... avec des pays à fort potentiel de développement).

Source : [www.bondinnov.com](http://www.bondinnov.com)

### Renforcer le rôle de la diaspora dans la création d'entreprise en Afrique et l'accompagnement de projets

**Accompagner les porteurs de projet qui sont en France et veulent investir en Afrique est une nécessité.** 77 % des jeunes veulent créer des projets. Cela suppose : l'identification de porteurs de projets, la recherche de financements, l'accompagnement local, etc. Or, on constate que les associations sont nombreuses, dispersées, etc. Les programmes existants d'accompagnement sont également peu connus des porteurs de projet.

**PROPOSITION N°8 - Organiser une journée entière (lors du FDDA n°2) pour rassembler l'offre de service et d'aide, d'une part, et les porteurs de projets, d'autre part.**

**Accompagner les entreprises africaines qui sollicitent de l'aide et des conseils,** avec des stages professionnels en France, de la formation, la recherche de partenaires, de financements, de débouchés, une aide technique, etc.

**PROPOSITION N°9 - Accueillir en France de jeunes entrepreneurs africains, via les fédérations régionales d'entreprises.**

L'objectif est de favoriser le contact entre des animateurs d'incubateurs, créateurs de start-up, entrepreneurs, représentants de grands groupes ou de PME africains et leurs homologues européens. Au-delà, il s'agit aussi de « décloisonner » ces différents acteurs et de mettre en relation certains entrepreneurs de la diaspora en Europe avec des entreprises africaines pour parfaire leur projet de création, de « retour » ou d'investissement.

**PROPOSITION N°10 - Créer une plateforme d'aide et de conseil en France où les ingénieurs, cadres, retraités, etc. partageraient leur expertise technique pour des missions de courte durée sur le continent africain.**

### Exemples de bonnes pratiques : le projet CD4D et le programme FINCOME au Maroc

#### Le projet Connecting Diaspora for Development (CD4D)

Financé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, le projet CD4D est mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en partenariat avec différentes institutions nationales et des membres de la société civile. Il vise à encourager le développement de secteurs prioritaires dans un certain nombre de pays (Afghanistan, Éthiopie, Sierra Leone, Somalie et Irak) via la mobilisation des compétences de leurs diasporas.

Source : <https://www.connectingdiaspora.org/en/about/>

#### Le programme FINCOME

Dans le cadre de la mise en place du programme FINCOME, le CNRST et R&D-Maroc, avec le concours financier du ministère marocain de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche scientifique, ont lancé des appels d'offres pour soutenir des actions qui impliqueraient des compétences marocaines résidant à l'étranger et bénéficieraient à une entité marocaine, publique ou privée. Pour les projets retenus, le programme FINCOME prend notamment en charge :

- le titre de voyage de l'expert invité ;
- une partie des frais de séjour.

Cet instrument à destination des chercheurs ou entrepreneurs de la diaspora, résidents à l'étranger, qui sont prêts à fournir de l'expérience bénévolement pourrait être dupliqué dans la région.

Source : <http://www2.cnrst.ma/>

## Consolider le rôle des diasporas dans les transferts de fonds

### PROPOSITION N°11 – Organiser, en 2019, un séminaire de travail sur le financement des entreprises et de grands projets africains, en partenariat avec l'ONUDI.

Il est essentiel de continuer à porter, collectivement, un plaidoyer à tous les niveaux sur la réduction des coûts des transferts de fonds à l'instar de la Déclaration de Nairobi d'ADEPT, et d'inclure la diaspora africaine et méditerranéenne dans les débats autour du financement des entreprises (notamment TPE/PME) et des projets d'infrastructures.

### PROPOSITION N°12 – Créer de nouveaux outils de financement pour favoriser l'investissement productif des diasporas dans leur pays d'origine.

En Afrique plus qu'ailleurs, trouver le financement d'un projet d'entreprise n'est pas une mince affaire pour les entrepreneurs de la diaspora, tant les obstacles sont nombreux, depuis le désengagement des banques jusqu'à certaines cultures locales, privilégiant le don à l'investissement... Création de fonds d'investissement africains en capital-risque, ouverture de succursales de certaines banques africaines en Europe, développement du financement participatif, etc., plusieurs idées ont été relevées et compilées dans un article dédié<sup>22</sup>.

### Afrikwity, projet innovant pour mieux mobiliser les ressources financières de la diaspora

De son côté, **Afrikwity** est une plateforme de crowdfunding dédiée au financement de projets entrepreneuriaux en Afrique. Les membres d'Afrikwity souhaitent affecter une partie de leur épargne dans des projets entrepreneuriaux ayant un impact positif sur le développement des pays africains. Afrikwity sélectionne des start-up et des PME innovantes et les met en ligne en vue de lever des fonds grâce à sa communauté d'investisseurs.

Source : <https://www.afrikwity.com>

## Accroître le transfert des compétences et des innovations

Les jeunes générations des diasporas africaines sont décomplexées, branchées, interactives et innovantes. Ce qu'elles veulent faire, ce qu'elles peuvent faire, c'est assurer le transfert, en Afrique, des compétences techniques et des innovations au profit :

- des enseignants africains (technique et professionnel) des universités ;
- des entreprises africaines ;
- des syndicats et organisations professionnelles,
- des jeunes, etc.

### PROPOSITION N°13 – Favoriser l'implication de la diaspora dans la création de technopoles, d'écosystèmes d'innovation et/ou de « zones économiques spécialisées » dans les pays d'origine.

Ces lieux favoriseraient l'éclosion de talents, d'innovations technologiques, de nouveaux systèmes dans le digital, le médical, l'énergie, les transports... de futurs champions industriels. Il s'agit, à côté des incubateurs qui existent mais ne suffisent pas, de créer des écosystèmes beaucoup plus innovants et des instituts de recherche. Ces plateformes regroupant des jeunes pourraient intégrer, par ailleurs, les compétences des diasporas africaines qui disposent de savoir-faire.

### Appel de la CADE à la création d'un fonds structurel de transfert de technologies

La CADE a élaboré depuis 2015 des recommandations et des outils d'aide à la décision, dans un document intitulé « Bâtir des industries modernes et compétitives en Afrique : stratégies industrielles et leadership entrepreneurial ». Au niveau organisationnel, l'association pense que les zones industrielles classiques ont atteint leurs limites en termes de création de valeur ajoutée manufacturière. La pertinence serait dans la création de plateformes industrielles de mutualisation de compétences techniques et managériales et dans la mise en place d'un fonds structurel pour accompagner et protéger ces transferts de technologies.

Source : <https://www.financialafrik.com/2018/07/26/industrialisation-de-lafrique-accelérons-les-stratégies-gagnantes-et-leaderships-responsables/>

22 Alfred Mignot, « #FDDA2018 - Karim Allouache, directeur Afrique du Nord et MO de Caceis Bank : « C'est aux banques africaines de venir en Europe, à proximité des diasporas ! » », AfricaPresse. Paris, 24 juin 2018



### PROPOSITION N°14 – Créer des lieux de modernité dans des espaces déshérités en Afrique.

Il faudrait assurer la couverture territoriale des zones les plus déshéritées par des satellites et orienter l'investissement de la diaspora vers l'apport de services essentiels en zones rurales.

#### L'exemple de MedTrucks

Anass El Hilal et Jamir Derrouiche, tous deux ingénieurs biomédicaux issus de l'école Polytech de Montpellier, ont créé une start-up, MedTrucks, qui propose un double service aux acteurs de la santé que sont les hôpitaux, cliniques ou associations humanitaires. D'une part, identifier leurs patients qui effectuent plusieurs dizaines de kilomètres pour recevoir leur traitement, puis concevoir une unité de soins mobile à bord d'un camion aménagé, afin de dispenser les soins aux malades les plus éloignés.

Source : <https://medtrucks.com/>

Cette assistance technique et de transfert de compétences nécessite de plus en plus des périodes et des séjours de courte durée. Ce fractionnement est particulièrement adapté aux ardeurs des diasporas qui peuvent se libérer, de temps en temps, pour des missions sur place mais aussi entreprendre un travail de formation en France.

### PROPOSITION N°15 – Favoriser la mobilité étudiante et de jeunes africains pour compléter leur formation en France et en Europe.

Il faut donner envie aux jeunes de la diaspora, nés en France et en Europe, d'effectuer des missions dans leurs pays d'origine (développement social, économique, entrepreneuriat, etc.). Cela pourrait passer par la mise en relation systématique d'écoles primaires, de collèges ou lycées avec certains pays du Sud ou par la création d'une sorte d'Erasmus afro-européen. Une autre idée, plus hardie, pourrait consister à identifier les membres mineurs de la diaspora condamnés à des peines d'intérêt général et vivant en foyer, et leur permettre de se rendre dans leur pays d'origine, dans le cadre de projets de développement.

**Donner envie aux jeunes de la diaspora, nés en France et en Europe, d'effectuer des missions dans leurs pays d'origine.**

Des synergies avec les réseaux Afrique des étudiants et des anciens (alumni) des autres grandes écoles françaises pourraient être encouragées. De la même façon, il pourrait être intéressant de créer dans les entreprises françaises et dans l'administration des « clubs Afrique » regroupant une communauté de membres du personnel sensibilisés à l'Afrique pour changer la vision du continent au sein de ces structures.

### Accroître la reconnaissance des diasporas vis-à-vis des institutions

D'une façon générale, les diasporas se plaignent de ne pas participer et être associées à la mise en place des politiques publiques qui exigent des interconnexions et des transferts Nord-Sud. Comme le signale un rapport de la Banque mondiale (2016), les partenaires de développement peuvent jouer un rôle significatif à différents niveaux: i) pour fédérer les membres de la diaspora et les décideurs ainsi que les membres de la diaspora au niveau national, régional et mondial; ii) pour plaider en faveur d'une simplification des flux migratoires, en particulier pour les professionnels et les experts, afin d'encourager le transfert de connaissances et de compétences entre la diaspora et le pays d'origine; iii) pour la réduction du coût des transferts de fonds.

### PROPOSITION N°16 – Favoriser des relations contractuelles avec les diasporas sur des objectifs avec l'UE et l'UA.

L'UE et l'UA devraient créer un département ou un service co-géré pour écouter les diasporas (sur la convergence des normes, régulations, les outils de financement à développer, etc.) et soutenir leurs projets.

Si les diasporas africaines font un effort d'organisation, de fédération, elles pourraient bénéficier de contrats d'assistance technique, notamment dans le cadre du 2<sup>e</sup> pilier du PIE.

### PROPOSITION N°17 – Les diasporas vis-à-vis des agences de développement (Banque mondiale, BAD, AFD, etc.)

Il est indispensable de consolider et mutualiser les efforts autour de plateformes collaboratives initiées par l'ADNE, organisation faîtière de la diaspora africaine en Europe, visant à créer des bases de données d'experts de la diaspora pouvant être mobilisés dans différents projets de développement et les impliquer dans le processus de collecte de recommandations pour les meilleures politiques de développement.



**PROPOSITION N°18 - Les diasporas vis-à-vis des ministères locaux et en France.**

- Ici en France et dans les pays européens pourraient être créés un haut-commissariat, une délégation, un secrétariat d'État et un ministère délégué pour soutenir les projets des diasporas.
- Dans les pays d'origine : une structure similaire qui, sans distinction d'origine et de culture, aiderait la diaspora et les porteurs de projet, et impulserait loi, règlements, etc. pour articuler les politiques publiques Nord-Sud et privilégier la mobilité des compétences.

**Plus de 50 %  
d'entrepreneurs  
de la diaspora  
sont des femmes.**

**PROPOSITION N°19 - Les diasporas peuvent offrir aux collectivités locales leurs compétences au service de la coopération décentralisée.**

Il faudrait aussi rapprocher, à l'échelle locale, les associations de Français de l'étranger et les membres de la diaspora de ces pays basés en France.

L'implication des acteurs de la diaspora dans l'animation des politiques publiques nationales, territoriales et locales (régions, départements et communes) peut apporter une réelle valeur ajoutée en permettant, no-

tamment, le financement de projets d'investissement productif via la mobilisation d'une partie de l'épargne des diasporas, la mobilisation plus importante des expertises disponibles au service du renforcement des relations entre entrepreneurs des deux continents, etc.

**PROPOSITION N°20 - Travailler en coordination avec les autorités compétentes sur l'amélioration des mobilités économiques et la continuité des droits<sup>23</sup> et renforcer les partenariats entre entreprises et start-up, entre universités européennes et africaines.**

Plus de 50 % d'entrepreneurs de la diaspora sont des femmes : il est important de mettre également en place des programmes, actions et fonds visant à renforcer la contribution des femmes au développement de l'Afrique, tout en leur offrant une cadre propice au développement de leurs capacités et actions, tant en Europe qu'en Afrique.

<sup>23</sup> Voir à ce sujet les recommandations du rapport sur « La mobilité économique en Méditerranée : Le cas des migrants issus des pays du Maghreb », Macarena NUÑO, chef de projet IPEMED, avec la collaboration de Sarah SAMEUR et Alexis GHOSN, IPEMED, mars 2014







## Organisations partenaires (par ordre alphabétique)

### L'African Aeronautics & Space Organisation (AASO)



L'African Aeronautics & Space Organisation (AASO) a pour mission d'utiliser comme vecteur de développement les sciences

aéronautiques et les sciences spatiales. Les objectifs de l'AASO sont de concourir à l'optimisation des ressources aéronautiques et spatiales au profit du développement durable du continent africain.

<http://aero-aaso.com>

### ADEPT



L'Africa Europe Diaspora Development Platform est une association internationale à but non lucratif basée en Belgique (AISBL) ayant pour objectif « d'améliorer et de

renforcer la capacité et l'impact des organisations de la diaspora africaine impliquées dans des activités de développement en Afrique ».

<https://www.adept-platform.org>

### ADNE



L'African Diaspora Network Europe a été créé pour soutenir les efforts de l'Union africaine et de l'Union européenne pour promouvoir l'utilisation optimale de l'expertise de la diaspora africaine dans le développement

économique de l'Afrique et de l'Europe.

<http://www.africandiasporanetwork.eu/fr>

### AfricaPresse. Paris



Africapresse.Paris est une agence spécialisée dans les actualités économiques de la diaspora africaine en France et dans

les actualités permettant de mieux comprendre les évolutions du continent africain dans la mondialisation.

<https://www.africapresse.paris>

### Alfranc Network



Créé en 2012, Alfranc Network est un réseau transméditerranéen de dirigeants et chefs de petites et moyennes entreprises. Structurée autour de l'idée de l'action des entreprises, Alfranc Network a pour ambition de développer les volumes d'échanges entre la France, l'Europe et l'Algérie.

<http://www.alfranc-network.com/presentation.html>

### Bond'Innov



Bond'Innov est un incubateur généraliste de projets innovants spécialisé dans l'entrepreneuriat avec les pays du Sud.

<https://www.bondinnov.com>

### CADE



La CADE est un club économique qui crée des outils d'aide à la décision en matière de politiques d'investissements, de structuration de filières économiques et de production ; fait la promotion et valorise les dynamiques constructives de talents d'innovateurs et d'entrepreneurs, en direction de l'Afrique.

<https://www.afrique-demain.org/l-organisation>

### CHERPAA



Le Cercle Humaniste d'Engagement et de Réflexion sur l'Avenir de l'Afrique (CHERPAA) est une initiative participant à produire et diffuser des propositions

de solutions concrètes de long terme en matière de politiques publiques concernant l'Afrique (en matière de développement économique et social, d'idéaux démocratiques et humanistes, de connaissance de l'homme et de son environnement).

<http://cherpaa.org/notre-engagement>

### CIO Mag



Cio Mag, la référence pour les IT managers africains. Édité par SAFREM SARL, Cio Mag est un support d'information et de veille technologique au service des directeurs des systèmes informatiques et des informations et technologies.

<https://cio-mag.com>

### Club 2030 Afrique



Club 2030 Afrique s'est assigné pour mission principale de mettre ses compétences, son savoir et son énergie au service des organes de gouvernance africains afin de les accompagner dans le processus d'émergence qui mènera à un développement économique et social harmonieux à horizon 2030.

<http://club-2030.com/think-tank-club-2030-afrique>



### CONNECT France



CONNECT France est née en 2013 afin de consolider le développement de la coopération internationale, de l'investissement en Tunisie et du partenariat.

<http://www.conect.org.tn>

### CRAN



Conseil Représentatif des Associations Noires

Le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) est une fédération d'associations françaises. Elle a pour objet de défendre les populations noires de France contre les discriminations dont elles sont victimes.

<http://le-cran.fr>

### Emlyon Business School Afrique



Emlyon fait partie des grandes écoles de commerce en Europe. Depuis sa création, l'action d'Emlyon Business School est focalisée sur l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'humanisme.

<https://casablanca.em-lyon.com>

### FORIM



Le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) est une plateforme nationale qui réunit des réseaux, des fédérations et des regroupements d'Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM), engagés dans des actions d'intégration et des actions de développement dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine.

<https://www.forim.net>

### Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Sénégal



Le Haut Conseil des collectivités territoriales participe au suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de décentralisation, de développement et d'aménagement du territoire et concourt au renforcement du dialogue

entre l'État et les acteurs territoriaux.

<http://www.presidence.sn/institutions/haut-conseil-collectivites-territoriales>

### L'Institut International de Gestion des Conflits



L'Institut International de Gestion des Conflits est un regroupement d'experts de différents horizons, de différents continents, qui interviennent sur la gestion des risques,

crises et conflits à l'échelle organisationnelle tout autant qu'au niveau politique, institutionnel et entrepreneurial.

<https://iigc.info>

### IPEMED



L'Institut de Prospective Économique du monde Méditerranéen est un think tank euro-méditerranéen, créé en 2006, qui a pour mission de rapprocher, par

l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée et, au-delà, les continents européen et africain.

<http://www.ipemed.coop/fr>

### L'AFRIQUE C'EST CHIC WORLD



L'Afrique, c'est chic World est une plateforme économique, sociale et culturelle pour l'industrialisation durable et la transformation digitale des secteurs public et privé en Afrique.

<https://lafriquecestchic.world>

### Maroc Entrepreneurs



Maroc Entrepreneurs est une association qui a pour vocation de contribuer au développement économique au Maroc.

<http://www.marocentrepreneurs.com>

### Welcoming Diasporas



Welcoming Diasporas est une plateforme collaborative visant à créer un réseau solidaire et à garantir une aide au retour en Afrique de la diaspora africaine. Elle accompagne également les projets entrepreneuriaux.

<http://welcomingdiasporas.com>

Merci à tous les membres du Conseil d'orientation du Forum des diasporas pour leur temps, leur réflexion et leur engagement, ainsi qu'à toutes les organisations et personnes qui ont participé activement à cet événement et contribué à sa réussite.





**IPEMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

**Les Ipemed Palimpsestes, working papers, sont des éléments de réflexion et de débat en prise avec l'actualité euro-méditerranéenne.  
L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPAMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006.  
Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher, par l'économie,  
les pays des deux rives de la Méditerranée et, au-delà, des continents européen et africain.  
L'IPEMED est présidé par Jean-Louis Guigou.  
[www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)**

Directeur de la publication : Jean-Louis Guigou - Coordination : Kelly Robin - Réalisation : Euro2C